



Résolution de l'IUT : Journée mondiale des locataires 2025

Crise urbaine, défi mondial - Construisons pour les personnes, pas pour le profit

En cette Journée mondiale des locataires [7 octobre 2025], l'Union internationale des locataires (IUT) appelle les gouvernements nationaux du monde entier à s'attaquer à la crise du logement urbain, non pas par des tergiversations, mais par une action audacieuse et systémique. La crise qui sévit dans nos villes n'est plus seulement une question d'accessibilité financière : elle menace la cohésion sociale, la stabilité démocratique et la dignité humaine.

Ces dernières années, la précarité du logement est devenue un terrain fertile pour les forces réactionnaires. Alors que les loyers augmentent et que l'accession à la propriété devient inaccessible, la frustration grandit. Mais au lieu de s'attaquer aux défaillances structurelles – sous-investissement dans le logement social, déréglementation des marchés locatifs et financiarisation du logement – certains acteurs politiques désignent des boucs émissaires. Les migrants, les minorités et les collectivités territoriales sont accusés d'une crise qu'ils n'ont pas provoquée. Ce discours dangereux détourne l'attention des véritables responsables : des décennies d'austérité, des pratiques immobilières spéculatives et l'érosion de la protection des locataires.

L'IUT est convaincue que le logement est un droit humain, et non une marchandise. Les gouvernements doivent traiter le logement comme un bien public et agir en conséquence. Cela implique d'investir dans le logement social et abordable à grande échelle, de garantir la neutralité foncière des politiques et de réguler les marchés locatifs afin de protéger les locataires de l'exploitation. Cela implique également de reconnaître et de soutenir les associations de locataires comme des voix légitimes dans la politique du logement, par le biais de financements institutionnels, d'inclusion dans le dialogue social et d'une reconnaissance juridique.

Nous exhortons les gouvernements à adopter des objectifs nationaux visant à prévenir la surcharge des coûts du logement, avec un seuil de référence ne dépassant pas 25 % du revenu disponible consacré au loyer. Nous appelons à des quotas minimaux de logements sociaux et abordables dans le développement urbain, afin de garantir que les villes restent inclusives et résilientes. Et nous exigeons que les terrains publics soient utilisés pour les besoins publics, et non vendus au plus offrant.

Le thème de cette année, « Réponse à la crise du logement urbain », n'est pas un simple slogan, c'est un appel à l'action. La crise du logement ne doit pas ériger de murs entre les communautés ni alimenter la montée de politiques d'exclusion. Elle doit au contraire devenir un catalyseur de justice, de solidarité et de renouveau démocratique.

Construisons des villes au service des personnes, et non du profit. Garantissons que les logements soient des lieux sûrs, et non de spéculation. Et agissons ensemble, pierre par pierre.

Marie Linder

Présidente, Organisation Internationale des
Locataires (IUT)

Eddie Jacquemart

Président, Confédération Nationale du
Logement